

**Point de vue sur certains objectifs visés par
le projet de création de
la Banque de Développement Économique
du Québec**

Présenté par : SOVAR

À : La Commission de l'économie et du travail

Jeudi, le 23 mai 2013

Présentation de SOVAR

SOVAR a été créée en 2000 par l'Université Laval et le Centre Hospitalier Universitaire de Québec. Elle a été la première des quatre sociétés de valorisation universitaires de ce modèle à être mise sur pied. Elle est aussi la seule dont les bureaux sont situés hors de Montréal. Plus de renseignements sur la société sont donnés à l'onglet 1. L'évaluation triennale 2009-2012 de la performance de la société réalisée de façon indépendante par la Direction de la coordination et de l'évaluation de programme du MESRST à l'automne 2012 (le MDEIE à ce moment) attribue les retombées suivantes à la société.

- Un impact économique des activités de SOVAR de 93M\$
- Une création de richesse dans la nouvelle économie au Québec de 70M\$
- Un levier financier de 14,8 en attraction d'investissement.
- Un ratio de rendement de la dépense publique de 4
- La création de huit entreprises dérivées et l'octroi de six licences d'exploitation
- Une contribution à la génération de 2,3M\$ de revenus de commercialisation pour les commanditaires de la société

Préambule

Le projet de création de la Banque de développement économique du Québec (BDEQ) présente d'abord des objectifs généraux en matière de soutien aux entreprises et aux régions pour le développement économique du Québec ainsi qu'un modèle d'intervention basé sur trois filiales, soit : « Développement Économique Québec », « Capital Émergence Québec » et « Ressources Québec ».

Compte tenu de la mission et du positionnement de notre société dans l'écosystème économique du Québec, nos commentaires porteront sur les objectifs généraux du projet de loi et sur le volet « Capital Émergence Québec », les deux autres filiales étant hors de notre champ de compétences.

Les objectifs généraux

Nous souscrivons entièrement aux énoncés du projet de loi soulignant la volonté du gouvernement de (d') :

- *agir localement et en cela assurer une plus grande présence et une meilleure intégration des services dans les diverses régions du Québec ;*
- *régionaliser des fonds de développement ;*
- *renforcer l'entrepreneuriat ;*
- *fournir des services d'accompagnements aux entrepreneurs ;*

- reconnaître que les besoins de financement sont présents dans tous les secteurs et à toutes les étapes.
- mettre en place une stratégie de développement économique des entreprises pour la région de Montréal et une pour la région de la Capitale-Nationale

En ce qui a trait à la région de la Capitale, nous souhaitons d'abord nous assurer que les directions ministérielles à incidence économique aient un meilleur équilibre de localisation de leurs centres décisionnels. Nous ne disposons pas des ressources suffisantes pour faire une analyse en profondeur de la migration, s'il en est, de postes clés de certains ministères vers Montréal. Nous nous inquiétons par contre du fait que la Direction de la recherche universitaire et collégiale, -dont le poste était à Québec à l'époque de Mme Geneviève Tanguay et de M. Luc Castonguay-, soit maintenant située à Montréal. Il en est de même pour la responsabilité du programme de soutien à l'amorçage.

Le second point nous préoccupe davantage. En effet, les centres de décision des grands organismes gouvernementaux d'investissements tel *Investissement Québec*, des Fonds fiscalisés et des Fonds mixtes publics-privés créés par le gouvernement du Québec, sont tous à Montréal. Nous ne remettons aucunement en question la volonté de tous ces fonds de répartir leurs investissements partout au Québec en tenant compte de la qualité des projets, bien entendu. Mais l'investissement demeure un sport de contact et il est ardu pour les entrepreneurs, particulièrement les jeunes entrepreneurs soit ceux avec lesquels nous travaillons davantage, d'être régulièrement présents dans les réseaux naturels d'investisseurs qui se créent dans la région de Montréal. En effet, malgré de bonnes intentions, il est toujours plus commode pour les investisseurs de s'intéresser à des projets dans leur environnement immédiat. L'analyse du portefeuille de *Real Venture* illustre bien cette tendance; trois investissements à Québec sur 43 (Voir l'onglet 2). On peut espérer mieux du nouvel *Innovatech Desjardins Québec*, mais ce fonds investira comme les autres dans des dossiers matures seulement, soit au niveau 8 et même 9 du *Technology readiness level* (Voir l'onglet 3). Nous sommes donc heureux de voir que le gouvernement du Québec préconise une meilleure répartition des centres de décision en matière d'investissement.

Pour ce qui est de renforcer l'entrepreneuriat, nous sommes d'avis que l'accent doit être mis sur les jeunes car les mentalités deviennent de plus en plus ancrées avec l'âge et il est difficile de transformer en entrepreneur celui qui n'en a jamais eu la fibre. Heureusement, dans le domaine des hautes technologies, celles développées dans les laboratoires universitaires particulièrement, de plus en plus de chercheurs appuieront leurs étudiants dans une démarche entrepreneuriale visant à mettre en exploitation une technologie au développement de laquelle ils ont contribué dans le cadre de leurs études. Plutôt que le chercheur cherche lui-même à créer sa propre entreprise, cette formule a un effet multiplicateur accru.

Le travail d'une société de valorisation comme SOVAR est d'appuyer ces étudiants, de les encadrer et de les accompagner dans leur démarche de création d'entreprise mais au préalable de les guider activement et avec réalisme dans ce difficile passage du concept de laboratoire à

un produit ou service d'intérêt commercial. Nous sommes donc heureux de voir que l'accompagnement fait partie des vues de la BDEQ et nous sommes d'avis que les sociétés de valorisation universitaires du Québec peuvent dispenser les services d'accompagnement souhaités auprès des jeunes entrepreneurs avec lesquelles elles travaillent.

Finalement, les besoins de financement sont présents dans tous les domaines et à toutes les étapes. Ils sont toutefois différents en termes de niveau et de source, selon le secteur d'activité. Nous soulignons toutefois avec insistance que le financement de l'étape d'amorçage est un problème non résolu au Québec et ce, malgré la création de fonds qui en portent le nom. À cet effet, nous présentons notre opinion sur le sujet à l'onglet 3, ci-jointe.

À un niveau de maturité beaucoup plus avancé, une autre faiblesse semble exister dans le financement des entreprises, tel qu'illustré par une étude réalisée par le *Conference board* du Canada, laquelle démontre que la croissance des entreprises canadiennes de plus de 5 ans fait défaut par rapport à celle d'autres pays (Voir l'onglet 4). Nous apprécions donc le fait que la BDEQ se préoccupe du « *développement et de la diversification des marchés extérieurs et du développement des entreprises du Québec dans des marchés étrangers* ». Outre le fait de le souligner, nous ne commenterons pas davantage ce point puisqu'il est hors de notre champ d'intervention.

Commentaires et recommandations au sujet de Capital Émergence Québec

Nous sommes heureux de trouver, dans le projet de création de la BDEQ, une volonté de faciliter le démarrage ou le redémarrage d'entreprises. Nous sommes toutefois d'avis que les toutes premières heures du démarrage des entreprises technologiques dont nous soutenons la création et le démarrage, -soit l'amorçage réel-, ne sera pas plus soutenue par le capital de risque ou les anges investisseurs qu'il ne l'est actuellement. Nous croyons également que l'approche des fonds mixtes publics-privés ne convient pas non plus pour résoudre le problème actuel et ce, pour les raisons exposées à l'onglet 3.

Il est donc temps, selon nous, de rééquilibrer les choses et de conserver une plus grande marge de manœuvre à l'État pour des interventions directes au moment de la phase amorçage des entreprises naissantes, particulièrement celles des technologies nouvelles issues de recherches universitaires et hospitalières. Ces interventions directes pourront cependant avoir des effets multiplicateurs via des co-investissements avec d'autres investisseurs notamment les fonds fiscalisés qui, croyons-nous, pourraient être mis à contribution.

Aussi, nos recommandations sont :

Étape préalable à l'intervention de Capital Émergence Québec

Afin d'alimenter l'écosystème de l'investissement en nouvelles entreprises technologiques issues de la recherche universitaire, le Ministère des Finances et de l'Économie devrait travailler de concert avec le MESRST pour le renouvellement d'un financement adéquat du fonctionnement des sociétés de valorisation universitaires du Québec (les SVUs), de même que le programme de soutien à la valorisation technologique (le PSVT) et le programme d'aide à l'amorçage et en simplifier le fonctionnement. (Voir les recommandations des quatre SVUs du Québec à ce sujet à l'onglet 5) ;

Étapes d'intervention de Capital Émergence Québec

1. Investir moins de fonds de l'État dans les fonds mixtes de capital de risque et conserver une marge de manœuvre pour des interventions directes -à effet de levier dans la mesure du possible-, pour soutenir la véritable étape d'amorçage des projets ;
2. Attribuer une partie de ces fonds directement aux SVUs, afin de leur donner une capacité de co-investissement à l'étape post-valorisation ou post-maturation, celle du véritable amorçage justement. À cette étape, les comités d'investissements des SVUs pourraient être élargis pour inclure des représentants des fonds co-investisseurs, idéalement les fonds fiscalisés. Il pourrait aussi s'agir d'initiatives régionales des SVUs montées avec les directions régionales des fonds fiscalisées, répondant ainsi au souhait « d'agir localement » annoncé dans le projet de la BDEQ.
3. Augmenter substantiellement l'enveloppe de 50M\$ prévue pour Capital Émergence Québec ;

À titre de rappel, au gouvernement fédéral en 1999, le Groupe d'experts sur la commercialisation des résultats de la recherche universitaire piloté par M. Pierre C. Fortier déposait un rapport réalisé à la demande du Conseil consultatif des sciences et de la technologie relevant du premier ministre du Canada. On y recommandait d'affecter l'équivalent de 5% des fonds annuels de recherche accordés aux universités à la valorisation commerciale des résultats de recherche. Pour le Québec d'aujourd'hui cela représenterait 5% de 1,5MM soit de l'ordre de 75M\$ par an pour l'ensemble des programmes associés à la démarche.

Conclusion

La création et l'organisation de la Banque de Développement Économique du Québec est une entreprise de grande envergure qui entraînera plusieurs remaniements. L'innovation technologique est une course contre la montre qui ne doit pas être perturbée. Dans une course, celui qui ralentit est vite dépassé par les autres et le retard est souvent impossible à reprendre. L'innovation technologique est aussi un rempart contre la compétition croissante des pays émergents et la délocalisation des emplois des secteurs plus traditionnels. La transition vers la

Banque de développement doit prendre appui sur les structures fonctionnelles et efficaces en place et éviter de recréer ce qui existe déjà. Pour la mise en application des nouvelles technologies issues de recherches universitaires et hospitalières les Sociétés de valorisation universitaires du Québec (les SVUs) ont fait leurs preuves et démontré leur efficacité comme le reconnaît le rapport d'évaluation 2009-2012 des SVUs déposé en janvier 2013. Bien que relevant du MESRST un pont doit clairement être établi entre elles et la BDEQ pour assurer la continuité de financement des entreprises technologiques émergentes. Le soutien financier aux SVUs et aux programmes connexes à leur fonctionnement doit être rétabli et accru. Des moyens nouveaux comme une capacité d'investissement à l'étape post-valorisation, en partenariat avec d'autres investisseurs doit leur être accordé pour accroître davantage leur performance.

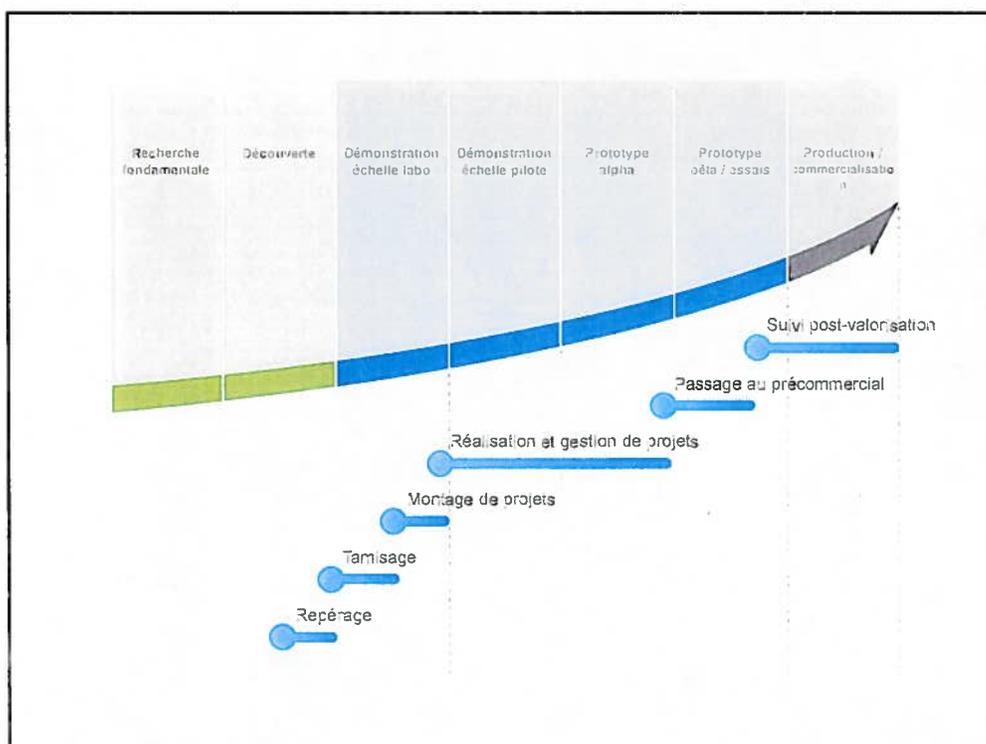


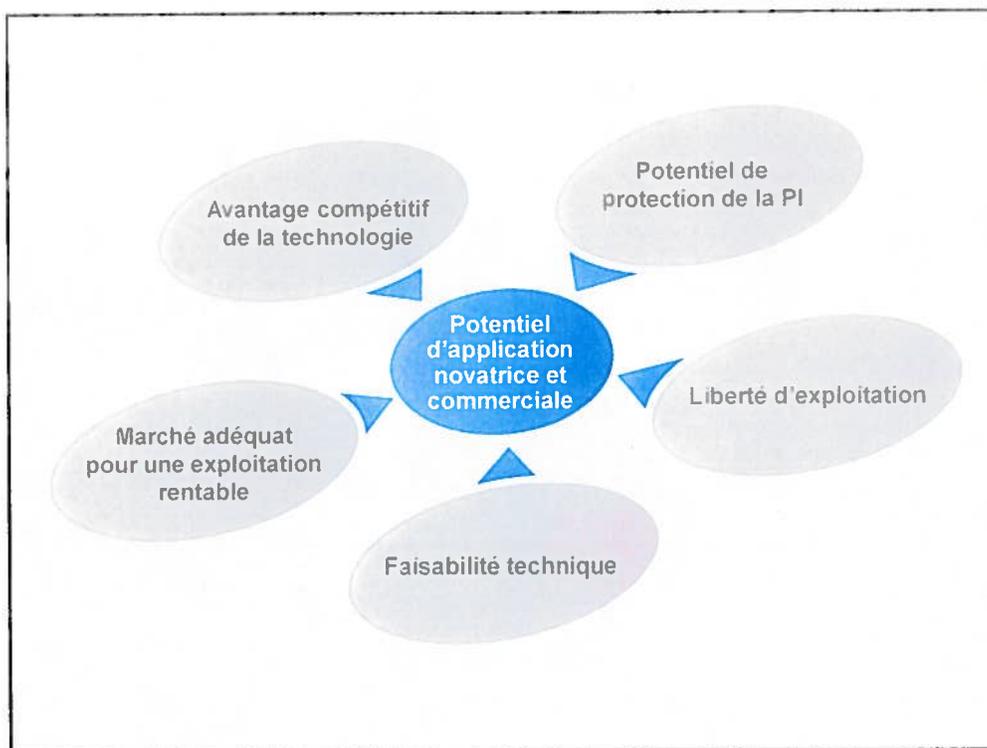
Mission

Repérer des technologies et expertises novatrices provenant d'activités de recherche, les **valoriser** et **faciliter leur transfert** vers une application utilitaire et commerciale.

SOVAR

- Fondée en 2000 par l'Université Laval et le CHUQ et démarrée grâce à un financement de 10M\$ pour 5 ans de VRQ
- Son mandat s'élargit progressivement en cours de route
- Rend des services ponctuels à des centres de recherche industriels (CRIQ) et CCTT (Serex et Oleotec)
- Compte maintenant de commanditaires additionnels, l'IUSMQ et l'UQAC
- Travaille actuellement au montage d'un projet de l'INRS-ETE sur le captage du CO2

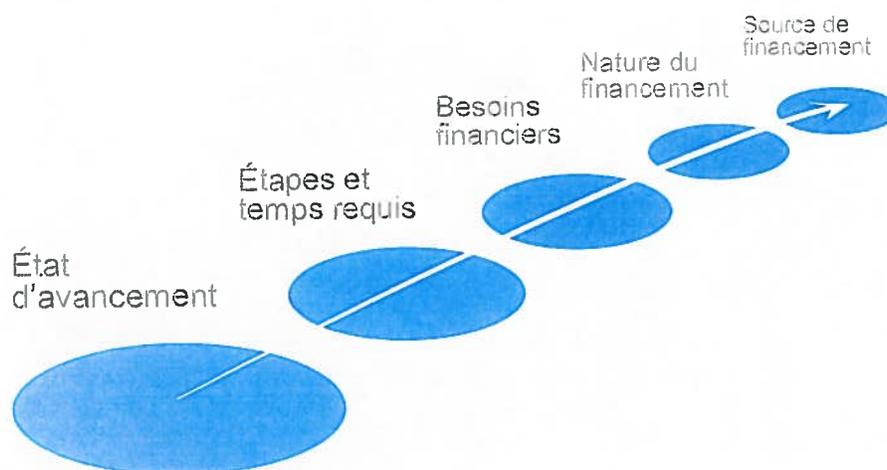




Les phases du processus de valorisation de SOVAR

- Analyse préliminaire
- Analyse détaillée et montage du plan de valorisation
- Financement et réalisation de projet
- Passage en post-valorisation et organisation d'entreprise
- Suivi

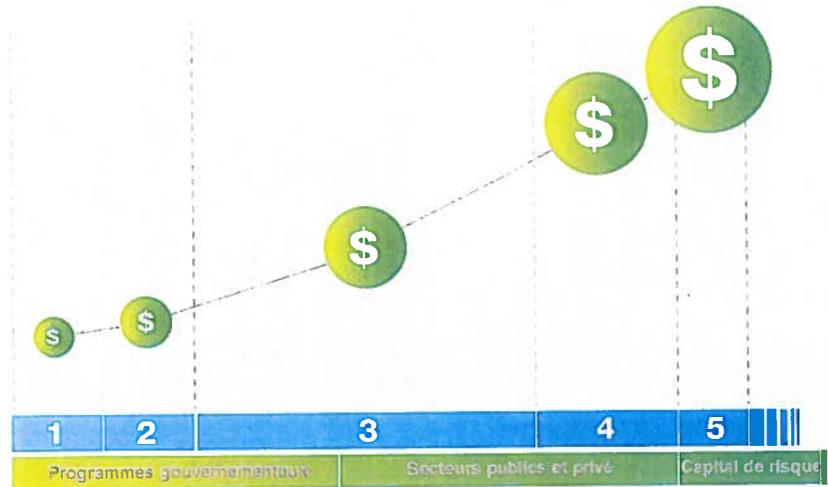
Envisager le projet **avec réalisme**



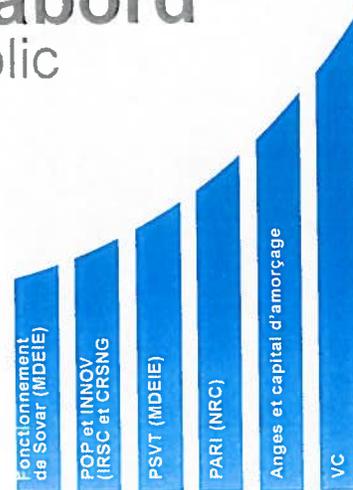
Planifier les **besoins financiers**



Faire appel aux bons outils financiers



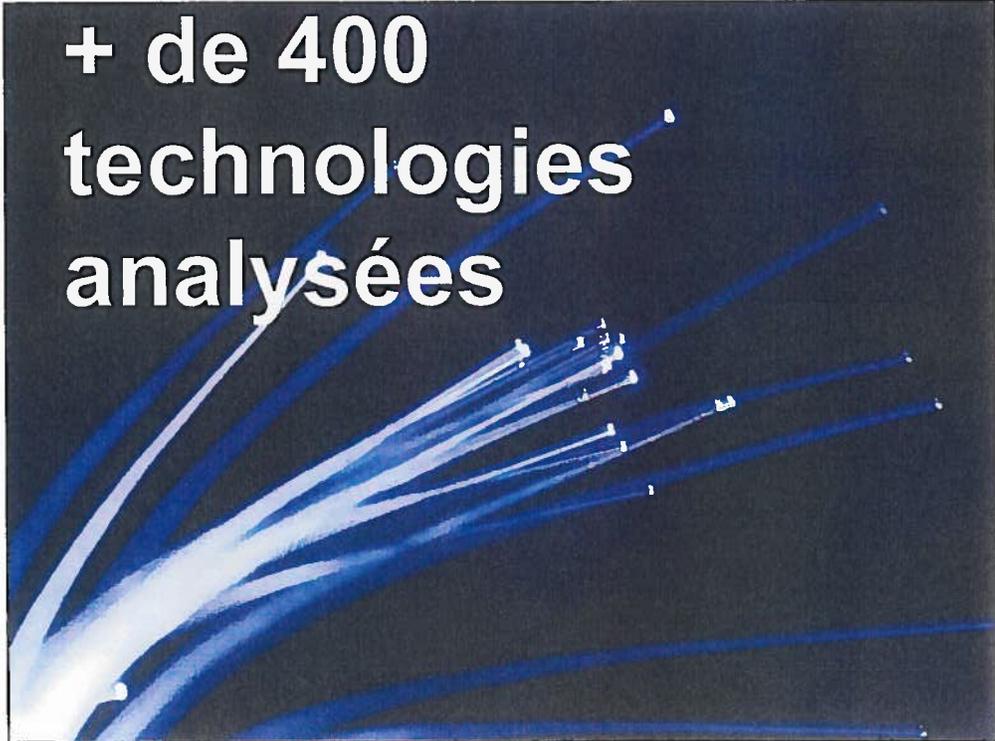
Maximiser d'abord le financement public



**Des résultats
concrets**



**+ de 400
technologies
analysées**





Onglet 2

Nom de l'entreprise	Ville	Pays		Remarque
Clarity	Moncton	Canada		
Beyon the Rack	Montréal	Canada	Aussi au USA	
Buyosphère	Montréal	Canada	Aussi au USA	
Context	Montréal	Canada		
Datacratic	Montréal	Canada		
Execution Labs	Montréal	Canada		
Fabric Engine	Montréal	Canada		
Frank & Oak	Montréal	Canada		
Guest Driven	Montréal	Canada		
Iget.io	Montréal	Canada		
Lagoa	Montréal	Canada		
M Concierge Systems	Montréal	Canada		
Manyeta	Montréal	Canada	Aussi au USA	
OM Signal	Montréal	Canada		
Oohlala	Montréal	Canada		
OOOmf	Montréal	Canada		
Planora	Montréal	Canada		
See Vibes	Montréal	Canada		
Status.net	Montréal	Canada		
Sweetiq	Montréal	Canada		
Tastefilter	Montréal	Canada		
Vanilla Forums	Montréal	Canada		
ViralNinjas	Montréal	Canada		
Wavo	Montréal	Canada		
Xlane	Montréal	Canada		
Caristix	Québec	Canada		
Crowdbase	Québec	Canada		
Brunch	Toronto	Canada		
Engagio - Influidive	Toronto	Canada		
Massive damage	Toronto	Canada		
Relay	Toronto	Canada		
Playerize	Vancouver	Canada	Aussi au USA	
Unbounce	Vancouver	Canada		
ThinkNear	Culver City	USA		
Urbita	L.A.	USA	Aussi Buenos Aires	
Whatsnexx	N-Y	USA		
Cinemagram	San Francisco	USA		
Localmind	San Francisco	USA		
Password Box	San Francisco	USA		
Rewardli	San Francisco	USA		
Smartr	San Francisco	USA		Développé par Factlye.com
Merchand Atlas	San Francisco (San Mateo)	USA		
Xplor	Québec			

Onglet 3

Le financement amont, un problème non résolu

Le syndrome « **Trop peu, trop long, trop tard** » de la fin des années 90 est toujours présent. Le financement de la valorisation de nouvelles technologies, soit la démonstration de faisabilité technico-commerciale, la mise au point de prototypes commerciaux de première série, la création et l'organisation de nouvelles entreprises technologiques et leurs premiers stades de commercialisation et d'expansion demeurent un véritable casse-tête.

De notre point de vue, la mode actuelle des fonds mixtes publics-privés ne fait tout simplement pas le travail pour une simple raison. On tente de mettre deux missions totalement différentes dans une même boîte.

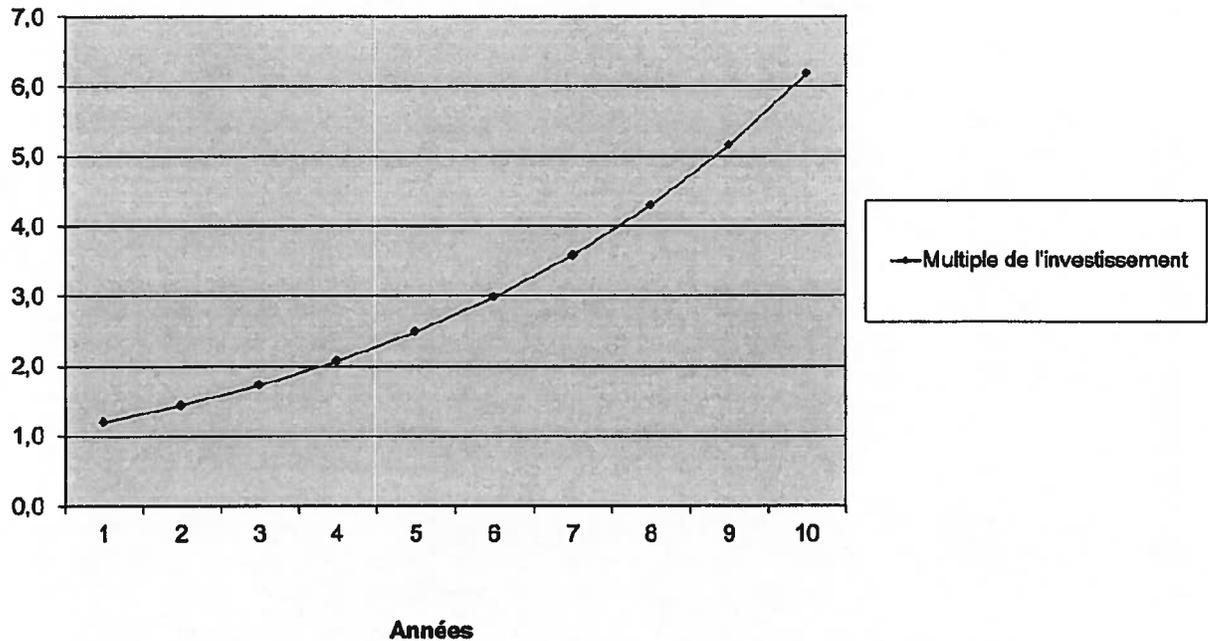
- *Des investissements **publics** dont la finalité est celle des impacts économiques, la finalité visée par le gouvernement en création d'emploi, de PIB, d'attraction d'investissements, d'exportations etc ;*

par opposition à

- *Des investissements **privés** visant le rendement sur le capital, le souhait des investisseurs privés*

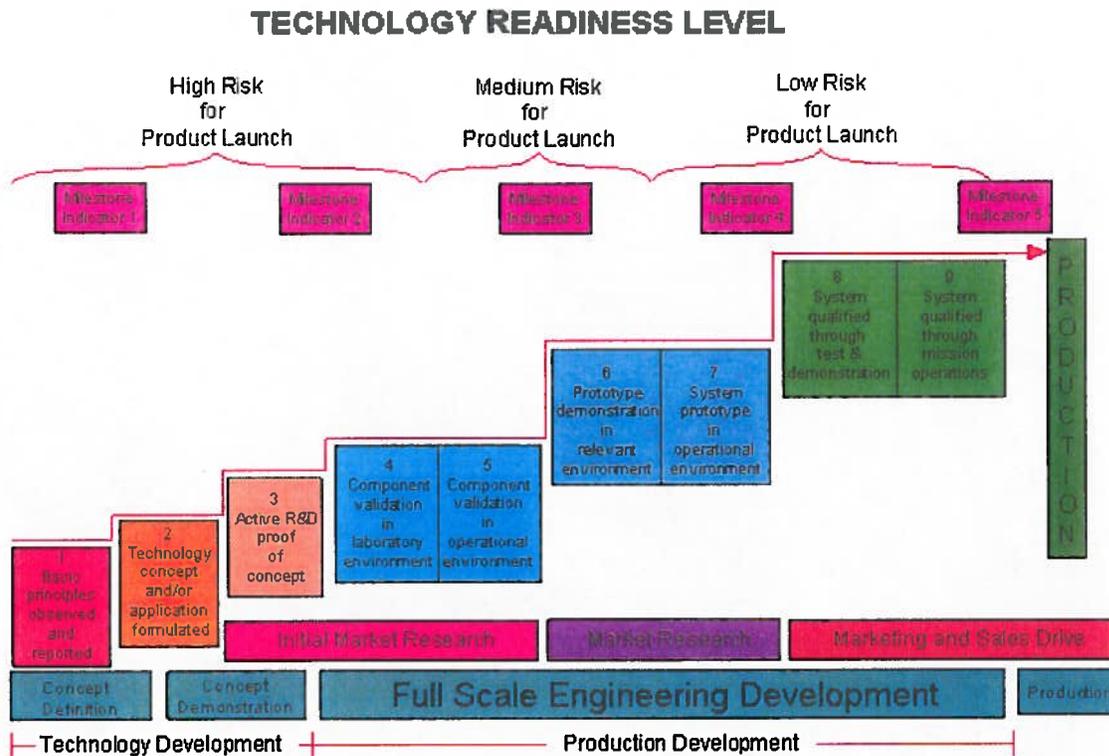
La mathématique est simple comme le montre le graphique ci-après. Le multiple de l'investissement est en fonction de l'horizon de sortie pour un rendement annualisé souhaité de 20%.

Multiple de l'investissement vs horizon de sortie pour un rendement annualisé de 20%



Il est clair alors qu'entrer le privé trop tôt dans un projet est non souhaitable. Mais le problème est que dans les fonds mixtes l'État subordonne ses propres fonds aux décisions et au mode de fonctionnement du privé. Les marges de manœuvre de l'État pour financer l'amont n'y sont tout simplement plus. Nous croyons que la mode des PPP en financement est allée beaucoup trop loin et il est grandement temps de rééquilibrer les choses. Par exemple, si au lieu de mettre 2\$ de l'État pour 1\$ du privé l'approche était plutôt de 1\$ pour 1\$, la différence pourrait être dirigée vers les Sociétés de valorisation (SVUs) qui en ferait bon usage pour alimenter l'écosystème de l'investissement en nouveaux projets amenés à un degré de maturité compatible avec les paramètres d'investissement du secteur privé.

Voyons par exemple à quelle étape du TRL (schéma ci-après) entrent ces fonds mixtes.

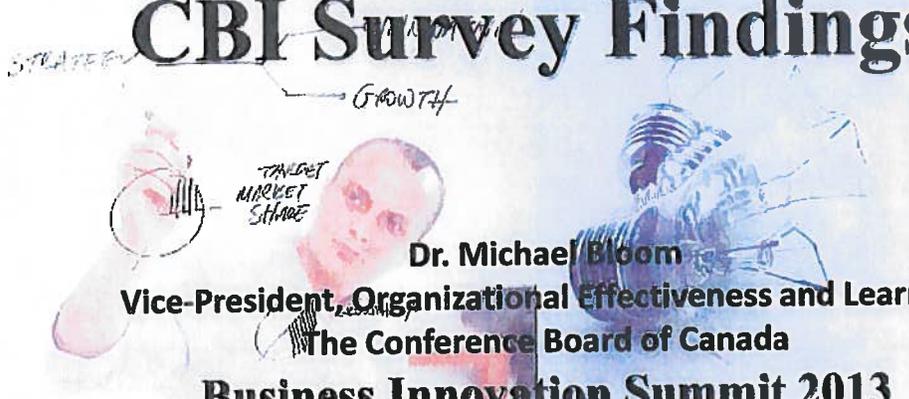


Notre constat est que la majorité des fonds mixtes n'interviennent pas avant l'étape 8 et même 9. Alors, qui couvre les étapes 2 à 8 ? Les SVUs sont à peu près seules dans cette zone avec leurs fonds propres et des programmes clés comme le PSVT et l'amorçage pour lesquels un moratoire existe pour l'instant pour l'année 2013-2014.

Le conflit d'objectifs des partenaires publics et privés d'un fonds mixte est illustré par l'analyse des placements d'un fonds que nous ne nommerons pas, mais qui fut créé à proximité d'universités du Québec pour financer des projets de haute technologie. Ce fonds comptait parmi ses investisseurs la Caisse de dépôt, FIER Partenaires, le Fonds FTQ, Fondation CSN, la BDC, EDC et quelques autres. La distribution géographique des financements de projets de ce fonds se répartit comme suit :

Au Québec et plus précisément à Montréal :	4
Dans le reste du Canada :	8
Aux USA :	14
Total :	26

Managing Innovation in Canadian Firms: CBI Survey Findings



Dr. Michael Bloom

Vice-President, Organizational Effectiveness and Learning

The Conference Board of Canada

Business Innovation Summit 2013

February 19, 2013



The Conference Board of Canada
Insights You Can Count On

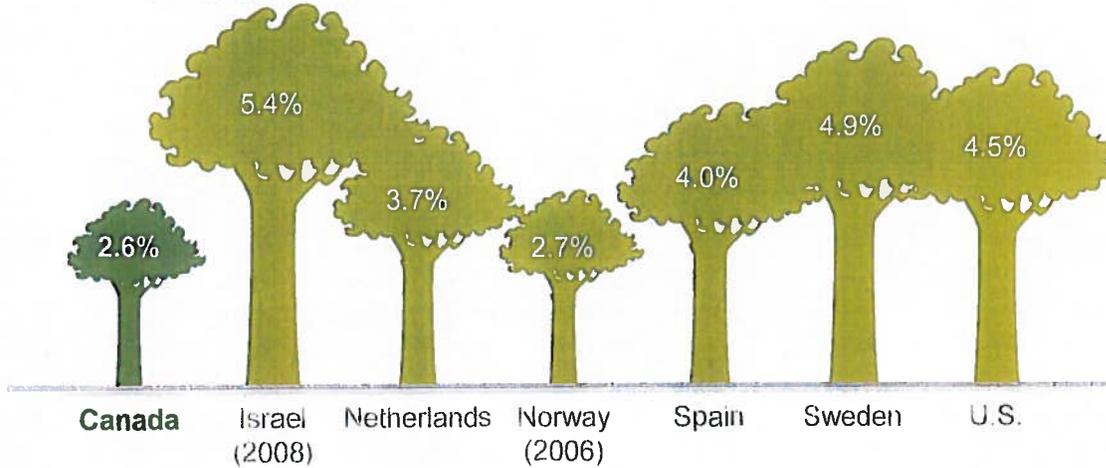


Growth is the deceptively simple solution to productivity – but Canadian firms find growth hard to sustain

Growth in services firms: 2005-2007

Mature firms (>5 years old)

Percentage of high growth firms by country



Note: The chart is based on data from the Deloitte Global Entrepreneurship Monitor (GEM) survey. The data is based on the responses of entrepreneurs in the GEM survey. The data is based on the responses of entrepreneurs in the GEM survey. The data is based on the responses of entrepreneurs in the GEM survey.

© Deloitte LLP and affiliated entities.



Le 11 avril 2013

Monsieur Jean Belzile
Sous-ministre adjoint
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie
Secteur Recherche, innovation, infrastructures et collaborations internationales
1150, Grande-Allée Ouest, r.c.
Québec (Québec) G1S 4Y9

Monsieur le Sous-ministre adjoint,

Nous souhaitons vous remercier sincèrement pour les efforts et les démarches qui ont mené à l'annonce du soutien financier des activités des Sociétés de valorisation universitaires (SVU) pour l'année 2013-2014.

Bien qu'il ait été réduit en comparaison des années précédentes, le financement qui nous a été octroyé nous permettra de poursuivre nos activités de commercialisation pendant que les travaux se poursuivent en vue de l'élaboration de la prochaine Politique nationale de recherche et d'innovation (PNRI).

La PNRI est d'une importance capitale pour le développement du Québec moderne. À ce sujet, nous souhaitons réitérer notre intérêt et notre disponibilité pour contribuer à son élaboration.

Nous joignons à la présente un document qui résume et complète le mémoire que nous avons soumis l'automne dernier dans le cadre de la consultation réalisée par l'ACFAS. Nous souhaitons vivement qu'il puisse alimenter la réflexion de votre ministère et démontrer que les SVU, dotées du soutien et des moyens adéquats, peuvent contribuer de façon significative à propulser le Québec dans le peloton de tête des économies du savoir.

Veuillez agréer, Monsieur le Sous-ministre adjoint, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Jacques Simoneau, Ph.D.
Président-directeur général
Gestion Univalor, s.e.c.

Anne-Marie Larose, Ph.D., MBA
Président-directeur général
MSBI Valorisation inc.
Gestion VALEO, s.e.c.

Pierre Pedneau, M.Sc.
Président-directeur général
Gestion SOVAR, s.e.c.

c.c. M. Pierre Villeneuve
M. Martin Doyon

Univalor
3535 Ch. Queen-Mary
Bureau 220
Montréal (Qc) H3V 1H8
Tél. : 514-340-3243

MSBI Valorisation
1155, boul. René-Lévesque, O.
Bureau 2701
Montréal (Qc) H3B 2K8
Tél. : 514-397-1586

Gestion Valeo
550, rue Sherbrooke O.
Bureau 230
Montréal (Qc) H3A 1B9
Tél. : 514-840-1226

Sovar
2750, rue Einstein
Bureau 130
Ste-Foy (Qc) G1P 4R1
Tél. : 418-650-2829

Les Sociétés de valorisation universitaires du Québec : un outil essentiel pour faire bénéficier la société des innovations issues de la recherche universitaire

La Politique nationale de la recherche et de l'innovation 2013-2018 a pour ambition de positionner le Québec dans le peloton de tête des économies mondiales du savoir en visant une augmentation des investissements en R-D pour atteindre 3 % du PIB. D'autre part, en tant qu'institutions publiques, les Universités ont l'obligation et la responsabilité de rendre leurs résultats de recherche disponibles, pour le bénéfice de la communauté.

L'octroi de licences et la commercialisation s'avèrent le plus souvent les meilleures façons de transférer à la société les connaissances et les technologies issues de la recherche universitaire. Mais ce passage du laboratoire vers les lieux d'application est ardu et nécessite appui et accompagnement. Afin de répondre à cette problématique, quatre sociétés de valorisation universitaires (SVU) ont été créées par le gouvernement du Québec au début des années 2000. Leurs activités se concentrent sur les objectifs suivants :

- Catalyser le passage des technologies novatrices vers les lieux d'application en identifiant les marchés potentiels et en négociant les accords de licence
- Augmenter la valeur des innovations en protégeant la propriété intellectuelle et en investissant dans la maturation de certaines technologies afin de les rendre attrayantes pour l'industrie
- Promouvoir la création d'entreprises essaimées des universités tout en favorisant l'entrepreneuriat

Les SVU soutiennent aujourd'hui les efforts de commercialisation de l'ensemble des institutions universitaires du Québec. Leur savoir-faire est bien établi et elles ont noué avec les chercheurs les relations de proximité essentielles à l'identification et à la promotion des inventions et des technologies qui présentent le meilleur potentiel commercial. Elles disposent de compétences internes de haut calibre et se sont constituées de solides réseaux d'experts externes.

Impact et pertinence des SVU

Les SVU jouent leur rôle avec brio. Au cours de leur dernière période d'évaluation seulement (2009-2012), elles ont octroyé 58 licences d'exploitation, contribué à la création de 16 nouvelles entreprises et généré des revenus de 5,2 millions de dollars pour les établissements d'enseignement et de recherche (une hausse de 18 % par rapport à la période précédente).

Le rapport d'évaluation produit par le Secteur de l'économie du MDEIE (maintenant le MFE), décrit de façon éloquente le succès des SVU. En effet, pour l'ensemble des critères d'évaluation regroupés sous les thèmes de la pertinence, de l'efficacité et des impacts, les SVU ont démontré une performance conforme et souvent supérieure aux attentes du Ministère et aux objectifs de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation (SQRI).

Le rapport souligne notamment la position unique qu'occupent les SVU dans la chaîne de valorisation des résultats de la recherche universitaire, leur efficacité ainsi que l'importance des retombées qu'elles génèrent. Pour la période de 2009 à 2012, le rapport souligne entre autres que les activités des SVU :

- ont procuré un effet de levier annuel moyen de 8,7 du financement octroyé par le MESRST. C'est donc dire que 10 M\$ de subvention versés par le ministère ont contribué à attirer 87 M\$ d'investissement supplémentaires dans des projets de valorisation administrés par les SVU, un résultat jugé excellent ;
- ont eu un impact économique de 311 M\$ dans l'économie québécoise ;
- ont créé près de 200 M\$ de richesse dans l'économie québécoise ;
- ont contribué au maintien et à la création de 747 emplois de haut niveau.

Les progrès accomplis par les SVU depuis leur création sont indéniables. Elles sont une force économique et jouent un rôle clé dans l'écosystème de la recherche et de l'innovation au Québec. Un exemple de succès pour chaque SVU est présenté en annexe.

Enjeux des SVU

Les SVU opèrent dans un contexte où, typiquement, les technologies déclarées sont à des stades précoces de développement. Les pleines retombées de la valorisation et de la commercialisation d'une technologie universitaire surviennent après plusieurs années d'efforts. De plus, des investissements sont souvent requis pour amener une technologie à un niveau de maturité suffisant pour attirer l'attention d'investisseurs potentiels.

Pour continuer à jouer efficacement leur rôle, les SVU doivent être soutenues de façon adéquate. Il est essentiel :

- que le soutien financier des SVU soit non seulement maintenu, mais qu'il soit renforcé, stable et d'une durée minimale de 5 ans ;
- que les SVU disposent de fonds spécifiques pour soutenir la maturation technologique des inventions les plus prometteuses ;
- que les SVU aient accès à du capital pour investir dans les entreprises essaimées des universités et attirer d'autres investisseurs. Ce capital devrait être de niveau suffisant pour permettre aux SVU de réinvestir à des rondes subséquentes de financement afin de protéger leurs positions en capital-actions dans les entreprises lorsque cela est approprié.

Concertation entre les SVU et les autres acteurs de l'innovation

Les SVU ont mis en place un mécanisme de collaboration et de concertations continu. Des échanges et rencontres entre les directions des sociétés ont cours régulièrement pour traiter de questions d'intérêt commun, de pratiques d'affaires, de représentations auprès des autorités gouvernementales, d'action de communications publiques ou de présence à certains événements spécialisés.

Dans certains projets de commercialisation, il arrive également que les SVU collaborent afin de regrouper des technologies qui, ensemble, peuvent mieux répondre aux besoins d'une industrie ou d'une entreprise donnée. Les SVU entendent multiplier ce type d'initiatives conjointes afin de bonifier leur offre dans le marché. Des collaborations plus spécifiques, comme pour le projet eValorix, d'Univalor, ou encore les discussions de rapprochement entre MSBiV et Valeo, démontrent également le dynamisme des interactions entre les SVU.

Pour les années à venir, les SVU envisagent de faire appel plus fréquemment aux expertises internes spécialisées de chaque société, d'offrir davantage leur expertise pour le montage et la gestion de projets conjoints avec d'autres partenaires de l'innovation, notamment les CCTT, et de contribuer plus activement aux projets mobilisateurs sectoriels retenus par le Québec.

Conclusion

Les SVU ont fait leurs preuves. Le dispositif est bien rodé et les SVU ont atteint un niveau d'efficacité qui peut leur permettre de contribuer de façon significative à l'atteinte des objectifs qui seront fixés par la nouvelle Politique nationale de la recherche et de l'innovation.

Pour ce faire, il est essentiel d'assurer le fonctionnement des SVU en leur procurant un financement stable et adéquat et en les dotant de fonds qui permettent de soutenir la maturation des technologies et les entreprises nouvellement créées pour les commercialiser.

Seules de telles mesures peuvent donner aux SVU les outils nécessaires pour continuer à transformer les inventions issues de la recherche universitaire en innovations utiles à la société, en nouveaux emplois, en entreprises technologiques de calibre mondial, et en retombées économiques concrètes pour le Québec.

Creaform : Un succès grâce à une technologie valorisée par SOVAR

Le 13 mars 2012 avait lieu l'inauguration de la Chaire de recherche industrielle CRSNG-Creaform sur la numérisation 3D, CREATION-3D, dont l'annonce officielle a été faite par Mme Suzanne Fortier, alors présidente du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie du Canada. Il s'agit d'un magnifique exemple de retombées pour la recherche et la formation universitaire découlant d'un transfert de technologie réalisé dix ans auparavant auprès d'une jeune entreprise.

C'est en effet en 2003 que SOVAR mettait en contact un groupe de chercheurs du département de génie électrique et de génie informatique de l'Université Laval avec Creaform, alors une jeune entreprise d'une dizaine de personnes. Creaform a par la suite obtenu les droits sur la technologie de numérisation de données développée à l'Université et l'a habilement mise au point pour en faire ce qui est aujourd'hui son produit vedette, le Handyscan 3D. Notons que SOVAR avait aussi collaboré avec le groupe de chercheurs pour faire une première étape de valorisation de la technologie grâce au programme T-GAP de PRECARN.

Creaform compte maintenant plus de 300 employés et génère des revenus de plus de 45 M\$, majoritairement à l'exportation. La compagnie prévoit créer 180 emplois additionnels au cours des prochaines années.

Prevtec Microbia, une entreprise québécoise et mondiale !

Prevtec Microbia, une entreprise dérivée de la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal, représente un très bel exemple d'essaimage d'une technologie universitaire. **Univalor** a participé activement à la mise en place, au développement et au financement de l'entreprise, et détient 9 % de son capital-actions.

Dès 2005, avec seulement deux personnes à bord, Prevtec s'installe à St-Hyacinthe pour lancer un premier produit en 2007, le Coliprotec, un vaccin oral contre la diarrhée post-sevrage chez le porc. En 2013, l'entreprise emploie 20 personnes et a réalisé une percée mondiale dans plusieurs pays dont la Chine et la Russie.

Prevtec a été lauréate de plusieurs prix québécois dont GENESIS (2008 : Transfert – Émergence et 2012 : Innovation) et de l'ADRIQ. De plus, plusieurs articles sur les activités, les produits ou sur l'entreprise ont paru dans la presse ou sur le web, dont *El Pais*, *Les Affaires* ou *The Star Phoenix*. Notons que *l'Actualité* (édition du 15 mai 2011) a décrit cette invention comme la 4^e en importance dans le secteur de Médecine parmi les 35 inventions récentes « made in Québec ». De plus, dans un article de *LaPresse* du 9 février 2012, François-Charles Sirois de Telesystem s'est dit fier des avancées commerciales de Prevtec.

Mimetogen entrevoit l'avenir d'un bon œil

Mimetogen est une société de biotechnologie spécialisée en ophtalmologie axée sur le développement clinique de molécules imitant les effets des neurotrophines - des protéines naturelles essentielles au développement du système nerveux - afin de traiter le syndrome de l'œil sec et d'autres maladies dégénératives oculaires. Mimetogen a été fondée en 2005, sur la base d'une technologie développée à l'Université McGill et l'Institut Lady Davis de recherches médicales à Montréal.

En février 2011, Mimetogen a clôturé un financement de série B avec Medwell Capital comme nouvel investisseur et les investisseurs existants iNovia Capital et VIMAC Milestone Medica ainsi que **MSBi Valorisation**. « Mimetogen souligne avec appréciation la participation de MSBi Valorisation dans ce financement, a déclaré Garth Cumberland, président-directeur général de Mimetogen. MSBi Valorisation et ses collaborateurs furent des accompagnateurs de longue date en fournissant assidûment des ressources et de l'expertise ». Ce financement de série B permettra l'achèvement des essais cliniques de phase II permettant d'évaluer le MIM-D3, un mimétique du facteur de croissance nerveuse (NGF), chez les patients présentant une sécheresse des yeux allant de modérée à sévère.

Angiochem à la conquête du cerveau (extrait du Journal L'UQAM, 31 octobre 2012)

En septembre dernier, FierceBiotech, une publication américaine reconnue internationalement et diffusée auprès de 100 000 professionnels du monde biotechnologique et pharmaceutique, a classé la société Angiochem parmi les 15 compagnies privées de biotechnologie les plus prometteuses au monde. « Angiochem se distingue par ses recherches sur des médicaments capables de traverser la barrière hémato-encéphalique afin de traiter des maladies du cerveau, ce qui n'est possible que pour une minorité de traitements existants », souligne son président, le Dr Jean-Paul Castaigne.

Angiochem a été fondée en 2003 par l'UQAM et **Gestion Valeo**, une société visant la valorisation et le transfert des résultats de la recherche universitaire par le développement d'outils et de produits pouvant être commercialisés. Ce sont les recherches dirigées par Richard Béliveau, professeur au Département de chimie et titulaire de la Chaire en prévention et traitement du cancer, qui ont conduit à la création d'Angiochem, dont les laboratoires sont logés au pavillon des Sciences biologiques de l'UQAM.